

Ni majorité présidentielle complaisante! Ni opposition de blocage!

Mon indépendance sera votre force



Myriam CRÉDOT
Sans parti pris





43 ans Avocate depuis 19 ans Conseillère municipale à Muret Responsable d'association

NI COMPLAISANCE! NI BLOCAGE!

Lors de l'élection présidentielle, les français ont sanctionné des années de gouvernances décevantes et une classe politique marquée par "les affaires". Ce choix démocratique doit être respecté!

Les appareils politiques et leurs dévoués serviteurs n'ont pas le monopole de la politique. L'heure est à la mobilisation des talents et des bonnes volontés pour bâtir un monde meilleur où chacun pourra trouver sa place et s'épanouir. La tâche est immense, le défit passionnant et l'urgence absolue.

Loin de l'euphorie du mouvement présidentiel, et du catastrophisme de ses opposants, je refuse d'être soumise aux directives d'un mouvement politique et de participer aux querelles partisanes. C'est donc en toute indépendance que je m'engage dans le combat des législatives, en conservant une totale liberté de parole et d'action pour servir au mieux les intérêts de la France et de nos concitoyens.

Sans parti pris, mais des convictions affirmées!



LA MORALISATION DE LA VIE POLITIQUE EST UNE EXIGENCE NON NÉGOCIABLE

• Intégrité des élus : inéligibilité / fin de mandat en cas de malversation, lobbying encadré,...

Action: j'ai publié mon casier judiciaire (vierge) par tract et sur mon blog (www.myriam-credot.com)

- Fin du carriérisme politique : aucun cumul de mandats, facilitation de l'engagement politique de la société civile (notamment des salariés), ...
- Fin des privilèges : suppression de la réserve parlementaire, contrôle et fiscalisation de l'IRFM,...
- Respect de l'expression démocratique : dose de proportionnelle, reconnaissance du vote blanc,...



L'ÉTAT RÉGALIEN DOIT RENAÎTRE DE SES CENDRES

- Priorités budgétaires : sécurité, justice & diplomatie.
- S'attaquer fermement aux maux qui rongent notre société : chômage, délinquance, islam politique, ...
- Ne plus hypothéquer l'avenir des générations futures par le poids de la dette publique.
- Mettre fin aux subventions clientélistes versées aux partis politiques, aux syndicats, aux médias,...

Action: j'ai expressément refusé que les votes recueillis par ma candidature profitent à un mouvement politique pour le calcul des subventions publiques.



L'ARGENT PUBLIC EST AVANT TOUT CELUI DES CONTRIBUABLES

- Fiscalité équitable et mesurée : imposition de toutes les ressources (dont les prestations sociales), fin des niches fiscales, taux d'imposition au plus bas,...
- Aider les individus à ne pas vivre aux dépens de la société : contrepartie aux aides sociales, suppression des prestations en cas de refus d'offres d'emploi,...

Action: je suis co-fondatrice et présidente d'une association qui œuvre pour le pouvoir d'achat des ménages et fonctionne sans subvention publique.



LA LOI DOIT ÊTRE LE CIMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ

- Protéger les plus vulnérables d'entre nous : enfance, vieillesse, handicap, maladie, parcours de vie difficile,...
- Veiller à l'égalité des chances : éducation, formation, numérique, soins médicaux, ascenseur social,...
- Assurer la cohésion sociale : laïcité, langue, culture (nationale et régionale), égalité entre les individus,...

Action: je défends une application stricte de la laïcité, et n'ai pas hésité à porter en justice une décision municipale qui me semble contraire à ce principe.

 Protéger notre environnement : cause animale, écologie, patrimoine, préservation des territoires,...



LES ZONES RURALES & URBAINES DOIVENT COEXISTER

- Confier à la commune le soin d'accueillir des services détachés des autres administrations territoriales.
- Défendre la diversification des moyens de transport entre les zones rurales et les villes moyennes.

Action: je ne soutiens pas l'arrivée du TGV à Toulouse. Le maillage, le cadencement et le respect des horaires sont des objectifs prioritaires pour notre circonscription.

• Soutenir le déploiement du numérique sur toute la circonscription (notamment en 4G)



REDÉFINIR UN MONDE DE LIBERTÉ

- Simplifier les démarches administratives, fiscales, sociales et comptables des professionnels (commerçant, artisan, agriculteur, indépendant,...).
- Aider les entreprises agricoles à vivre convenablement de leurs productions et à se libérer des aides publiques.
- Assurer une concurrence européenne loyale : revoir les conditions des travailleurs détachés, permettre aux indépendants de choisir leur régime d'assurance maladie (mise en concurrence du RSI, de la MSA).
- Maîtriser notre devenir : contrôles aux frontières, suprématie des lois nationales, immigration choisie,...